

	propositions relatives aux marchés de pavage			
Nombre de nouveaux chantiers ouverts d'ici fin 2009	Non réalisé	0% (0)		0
Équipement et matériel informatique fournis aux directions des études et de l'environnement de la mairie d'ici fin 2008	matériel informatique fournis aux directions des études et de l'environnement de la mairie	100% (10)		26
500 candidats-entrepreneurs encadrés d'ici 2010 dont au moins 30% de femmes accueillies dans les incubateurs	597 cadres des TPE, dont 30% de femmes	119,40% (10)		26
800 personnes formées d'ici 2010 en esprit d'entreprise, fiscalité, droit de travail, gestion financière, dont 30% de femmes	1101 candidats à l'auto-emploi et les candidats entrepreneurs, dont 40% de femmes	137,62% (10)		26
1250 auto-emplois sont créés d'ici 2010	1655 auto-emplois créés à travers les microcrédits dont 62% des femmes	132,40% (10)		26
3 centres Songhaï opérationnels d'ici 2009	Les travaux de 2 centres Songhaï sont en cours	66,66% (6,6)		17,16
1350 élèves sont formés dans les Songhaï respectivement d'ici 2010	Non réalisé en attente du démarrage des centres Songhaï	0% (0)		0
540 jeunes filles ont bénéficié d'allocations et 180 de kits d'installation d'ici 2010	Non réalisé en attente du démarrage des centres Songhaï	0% (0)		0
<b>Composante 4</b>				
Le taux de décaissement de 100% en 2010	Le taux de décaissement de 91,97% du don FAD	97,97% (9,8)	12% (1,2)	11,76
	Le taux de décaissement 99,55% de la subvention du Gouvernement	99,55% (10)		12
5 rapports d'audits ont été élaborés d'ici 2010	5 rapports d'audit élaborés	100% (10)		12
.3 Une revue à mi-	Un revue à mi-	100% (10)		12

parcours a été effectuée en 2008	parcours en 2009			
8 missions de supervision sont effectuées d'ici 2010	8 missions de supervision effectuées	100% (10)		12
20 rapports trimestriels d'exécutions sont élaborés et transmis à la Banque d'ici 2010	28 rapports trimestriels transmis à la banque	140% (10)		12
<b>NOTE GENERALE DES RESULTATS</b> [correspond à la somme des notes pondérées]				<b>488,68</b>

\*NB : les notes sont mises entre parenthèses \*\*NB : les chiffres entre parenthèses sont les coefficients de pondération

Cochez ici pour ignorer la note

autocalculée

**Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée**

La copie du formulaire à remplir qui a été utilisée était en PDF et il était impossible d'utiliser ses fonctionnalités. Par ailleurs, la méthode utilisée pour la notation est simple, claire et sans ambiguïté (voir annexe 1)

Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée

## II. RENDEMENTS OBTENUS

1. En utilisant les données disponibles sur le suivi, évaluer la réalisation des rendements attendus. Importer les rendements attendus du cadre logique présenté dans la Section C. Attribuer une note pour le degré de réalisation des rendements attendus. La note générale des rendements sera automatiquement calculée et correspondra à la moyenne des notes de l'évaluation. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

RENDEMENTS		Note de l'évaluation
Prévisions	Réalisations	
13 CSI sont opérationnels d'ici 2010	13 CSI sont opérationnels	22
827 personnes sont formées d'ici 2010	827 personnes ont été formées	22
Le taux de fréquentation des CSI passe à 80% d'ici 2010	Le taux de fréquentation est passé de 58,3% à 62,6%, de 2009 à 2013	17,16
Les campagnes de sensibilisations sur le VIH/SIDA, l'assainissement et l'hygiène sont faites d'ici 2010	Non réalisé	0
Le pourcentage de la population avec comportement à risque baisse de 10% d'ici 2010	Non réalisé	0
Les associations de jeunes intéressées sont formées et équipées pour le ramassage des ordures et le curage des caniveaux	40 ONG ont été formées et équipées. 12 060 m <sup>3</sup> de déchets ont été évacués et 126 emplois permanents créés par les ONG	0
Tous les caniveaux dans les quartiers ciblés sont curés et opérationnels	Les caniveaux de 2 quartiers à Ouenzé ; 4 à Makélékélé et 01 à Bacongo, ont été curés. 100 emplois créés dans le curage	22

	des 4000 ml	
Le nombre de jours de travail perdus à cause des maladies d'origine hydrique a baissé de moitié d'ici 2010	Difficilement mesurable	22
26 cadres formés localement en planification, gestion, développement des programmes et mise en œuvre et suivi de la réforme du secteur	30 membres l'Unité d'Ingénierie de formation professionnelle (UIFP) ont été formés	40
8 cadres formés à l'extérieur ou localement en planification, gestion, développement des programmes	07 gestionnaires, 06 responsables d'activités et 03 directeurs des CEFA ont été formés	40
Au moins 16 programmes d'études élaborés d'ici 2010	14 programmes d'études ont été élaborés	34,4
Le taux de placement des diplômés des écoles du projet atteint 90% d'ici 2010	non réalisé, car les activités des CEFA n'ont pas débutées	0
3 CEFA opérationnels d'ici 2009	Les travaux de 2 CEFA (Pointe-Noire et Dolisie) sont achevés et 1 CEFA en cours (Brazzaville)	30
60 cadres en activité formés 45 professeurs formés	Réalisé en partie. Ces formations se poursuivront avec l'installation des équipements	20
1350 élèves sont formés dans les CEFA d'ici 2010	non réalisé, en attente de démarrage des CEFA	0
A partir de 2007, 30% des effectifs CEFA sont des filles	non réalisé, en attente de démarrage des activités des CEFA	0
3500 emplois réguliers créés sur 3 ans	1095 emplois créés	8,06
Pavage de rues à Talangai, Mougali et Makélékélé, dont 6,5 km de rues piétonnes (6,5 km) et 500 m de passerelles	4,5 km de rues piétonnes pavés	17,94
Aménagement du Marché Piscine d'Hole à Talangai	Abandonné	
30 cadres de la mairie et de la décentralisation formés	93 cadres des mairies de Brazzaville, Pointe Noire et Dolisie ont été formés 20 entreprises et de 10 bureaux d'études ont été formés dans la réalisation des travaux HIMO 98 responsables de PME et TPE ont été formés dans la soumission des propositions relatives aux marchés de pavage	26
Nombre de nouveaux chantiers ouverts d'ici fin 2009	Non réalisé	0
Equipement et matériel informatique fournis aux directions des études et de l'environnement de la mairie d'ici fin 2008	matériel informatique fournis aux directions des études et de l'environnement de la mairie	26
500 candidats-entrepreneurs encadrés d'ici 2010 dont au moins 30% de femmes accueillies dans les incubateurs	597 cadres des TPE, dont 30% de femmes	26
800 personnes formées d'ici 2010	1101 candidats à l'auto-emploi et les	26

en esprit d'entreprise, fiscalité, droit de travail, gestion financière, dont 30% de femmes	candidats entrepreneurs, dont 40% de femmes	
1250 auto-emplois sont créés d'ici 2010	1655 auto-emplois créés à travers les microcrédits dont 62% des femmes	26
3 centres Songhaï opérationnels d'ici 2009	Les travaux de 2 centres Songhaï sont en cours	17,16
1350 élèves sont formés dans les Songhaï respectivement d'ici 2010	Non réalisé en attente du démarrage des centres Songhaï	0
540 jeunes filles ont bénéficié d'allocations et 180 de kits d'installation d'ici 2010	Non réalisé en attente du démarrage des centres Songhaï	0
Le taux de décaissement de 100% en 2010	Le taux de décaissement est de 91,97% du don FAD	11,76
	Le taux de décaissement est de 99,55% de la subvention du Gouvernement	12
5 rapports d'audits ont été élaborés d'ici 2010	5 rapports d'audit élaborés	12
.3 Une revue à mi-parcours a été effectuée en 2008	Un revue à mi-parcours en 2009	12
8 missions de supervision sont effectuées d'ici 2010	8 missions de supervision effectuées	12
20 rapports trimestriels d'exécutions sont élaborés et transmis à la Banque d'ici 2010	28 rapports trimestriels transmis à la banque	12
<b>NOTE GENERALE DES RENDEMENTS*</b> [Correspond à la moyenne des notes de l'évaluation]		<b>488,68</b> <b>(6,1)</b>

\*NB. La note entre parenthèse correspond à la moyenne générale

Cochez ici pour ignorer la note autocalculée

<b>Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée</b>	
La copie du formulaire qui a été utilisée était en PDF et il était impossible d'utiliser ses fonctionnalités. Par ailleurs, la méthode utilisée pour la notation me paraît plus claire (voir annexe 1)	
<b>Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée</b>	<b>6,1</b>

<b>2. Autres rendements: Commenter les rendements additionnels non prévus dans le cadre logique, et qui portent notamment sur les questions transversales (genre, par exemple).</b>
Les activités de formation réalisées ont largement dépassé les résultats prévus. C'est le cas par exemple de plus de 90 cadres de la Mairie formés au lieu de 30 prévus, 16 cadres de l'enseignement technique formés au lieu de 8 prévus, etc. L'appui aux TPE des femmes à travers les microcrédits ont dépassé les 30% prévu pour atteindre 60%. Ces résultats traduisent des efforts exceptionnels mis en œuvre pour satisfaire aux besoins des bénéficiaires du projet
<b>3. Menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus. Souligner les facteurs qui affectent, ou pourraient affecter les rendements du projet à long terme ou leur viabilité. Mentionner toute nouvelle activité ou changement institutionnel éventuellement recommandé pour assurer la viabilité des rendements. L'analyse devra s'inspirer de l'analyse de sensibilité de l'annexe 3, si pertinent.</b>
Les menaces pèsent sur le fonctionnement institutionnel d'importantes réalisations qui n'ont pas démarré comme prévu. Il s'agit des CEFA et des centres Songhaï. La viabilité et la durabilité de ces institutions dépendent de la manière dont elles vont être gérées. La décision prise par le Ministère des affaires sociales de confier la gestion des centres Songhaï à une société privée apparaît opportune et il importe que ce ministère poursuive la supervision de ces centres songhaï compte tenu de la complexité de ces institutions et de l'impact qu'ils auront sur le secteur agricole dans le pays.

Concernant les CEFA, le Ministère de l'enseignement technique pourrait voir la possibilité d'impliquer les chambres de commerce et les organisations professionnelles à la gestion de ces centres pour garantir leur viabilité et durabilité.

S'agissant du FORSEGD, il importe pour le Ministère des Affaires Sociales de reprendre la main de cette structure qui échappe aujourd'hui à tout contrôle, de réaliser l'audit des comptes et de la restructurer en supprimant son statut de société anonyme incomptable avec la mission de réinsertion socioéconomique des groupes vulnérables, pour lui donner un nouveau statut d'agence publique avec autonomie de gestion, de valider le projet de plan stratégique 2015-2020 déjà disponible et de le mettre en application

## E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN OEUVRE DU PROJET

**1. Indiquer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur se sont assurés que le projet tienne compte de la capacité de l'emprunteur à le mettre en œuvre, en assurant sa bonne conception et en mettant en place le dispositif requis pour l'exécution. Analyser tous les aspects liés à la conception du projet. Les questions liées à la conception sont les suivantes: dans quelle mesure la conception du projet a-t-elle tenu compte des leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays (citer quelques RAP clés); le projet repose-t-il sur de sérieuses études analytiques (citer quelques documents clés); dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont-ils convenablement évalué la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet; degré de consultations et de partenariats, justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique.**

**[250 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]**

La conception du projet s'est fondée sur de vastes concertations (Etat, collectivités, société civile, secteur privé) et des leçons tirées par d'autres intervenants car, la BAFD elle-même ne disposait que de très peu d'expérience de mise en œuvre de projet en République du Congo. La mission qui a élaboré le document du projet s'est basée sur les entretiens avec les la Banque Mondiale et le PNUD, institutions possédant une meilleure connaissance des capacités de l'Etat congolais dans l'exécution des projets. La conception du projet a déploré le fait que lors de la mission de la banque, il n'y avait pas encore d'études sérieuses du profil de pauvreté car l'enquête congolaise sur les ménages (ECOM I) effectuée par le CNSEE en 2005 n'avait pas encore conduit à la production d'un rapport sur le profil de pauvreté qui n'est paru qu'en 2006. Elle s'est appuyée sur les données collectées par la PNUD, institution qui après la guerre a élaboré un annuaire statistique couvrant la période 1960-1999. On peut constater que le rapport d'évaluation de janvier 2006 s'appuie sur de nombreuses données statistiques sur la scolarisation, l'emploi, les services de santé, mais malheureusement ne cite pas les sources de ces données. Ainsi, il est difficile d'analyser la qualité des données utilisées. Les organes d'exécution et l'organigramme du projet sont convenablement analysés. La base compétitive de recrutement des agents de l'UCP, son autonomie de gestion, sont des facteurs tirés de l'expérience réussie de la gestion des projets d'autres bailleurs en particulier de la Banque Mondiale. Ce faisant, la banque et l'emprunteur ont correctement évalué les capacités de gestion et de réussite du projet. Le choix de faire du Ministère des affaires sociales la tutelle du projet a joué un rôle déterminant compte tenu du leadership dont fait preuve ce ministère et son approche méthodique et rigoureuse dans la politique du secteur et la gestion des projets.

**2. Pour chaque dimension de la conception et de l'état de préparation à la mise en œuvre du projet, présenter une brève évaluation (deux phrases au plus). Attribuer une note d'évaluation en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.**

ASPECTS LIES A LA CONCEPTION ET A L'ETAT DE PREPARATION DE LA MISE EN OEUVRE DU PROJET		EVALUATION	Note de l'évaluation
REALISME	a) Du fait de sa complexité, le projet est sous-tendu par une analyse de la capacité du pays et de son engagement politique.	Le projet a pris en compte les priorités du Gouvernement et son engagement dans la	8

		lutte contre la pauvreté et la réinsertion socioéconomiques		
EVALUATION DU RISQUE ET ATTENUATION	b) La conception du projet tient suffisamment compte des risques analysés.	La conception a intégré les risques analysés		8
UTILISATION DES SYSTEMES DU PAYS	c) Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres sont fondés sur des systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires	Le projet a utilisé le système existant qui est l'agence du PNUD chargé de gérer des projets de l'Etat ou d'autres partenaires		8
<b>Pour les dimensions ci-après, attribuer des notes d'évaluation distinctes pour la performance de la Banque et la performance de l'emprunteur :</b>			Note de l'évaluation	
			Banque	Emprunteur
CLARTE	d) Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies.	Les responsabilités n'ont pas été clairement définies entre l'UCP, le PNUD, les comités de suivi, ce n'est que bien après (2009) que cela s'est fait	6	6
PREPARATION A LA PASSATION DES MARCHES	e) Les documents requis pour l'exécution (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation.	Au début du projet, pendant un an au moins, la passation des marchés n'était pas maîtrisée, ce qui provoqué des retards importants dans le respect du calendrier	6	4
PREPARATION AU SUIVI	f) Les indicateurs et le plan de suivi sont adoptés.	Au cours des dernières années du projet, cette démarche est devenue systématique et amélioré l'atteinte des résultats	7	7
DONNEES DE REFERENCE	h) La collecte des données de référence est achevée ou en cours.	Les enquêtes sur l'utilisation des CSI et sur l'insertion des jeunes diplômés ont été réalisées	9	9

## F.MISE EN ŒUVRE

**1. Donner les principales caractéristiques de l'exécution du projet quant aux aspects suivants: respect des calendriers, qualité des constructions et autres travaux, performance des consultants, efficacité de la supervision par la Banque et efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Déterminer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont veillé au respect des mesures de sauvegarde.**

**[300 mots au plus. [Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]**

Le respect du calendrier a constitué un des problèmes majeurs du projet. Concernant l'emprunteur, le respect des calendriers a été difficile pour les différents acteurs impliqués, notamment pour les entreprises et les consultants chargés de la réalisation des études. Ces acteurs ont souvent dépassé les délais de 2 à 12 mois selon les activités. S'agissant de l'emprunteur, les délais de non objection et de paiements directs ont été dépassés parfois dans une fourchette variant de 1 à 6 mois. Les travaux construits sont en général de bonne qualité. Cependant ont notre des imperfections dans la qualité de matériel utilisé, le respect de certaines normes de construction relative à la disposition des salles dans les CSI. Les consultants ont en général fourni des études de qualité, mais le respect des délais a posé problème. La banque a effectué les missions de supervision comme prévu. Elles ont été l'occasion de

faire le point sur l'avancée du projet, d'identifier les contraintes et de trouver des solutions adéquates aux problèmes et blocages. L'emprunteur a réalisé un suivi constant des activités du projet. Le Comité Technique de pilotage s'est réuni de façon régulière surtout pendant les premières années de mise en œuvre. Des mesures ont été prises pour corriger les faiblesses et honorer les engagements de l'Etat.

**2. Commenter le rôle des autres partenaires (bailleurs de fonds, ONG, entreprises, etc.). Evaluer l'efficacité des modalités de cofinancement et de la coordination des bailleurs de fonds, le cas échéant.**

Les autres acteurs ont joué un rôle important dans la mise en œuvre du projet. Il s'agit des ONG nationales et internationales, des entreprises nationales et internationales, du PNUD en tant qu'agence de passation des marchés, des consultants.

**3. Harmonisation. Indiquer si la Banque s'est explicitement employée à harmoniser les instruments, systèmes et/ou approches avec les autres partenaires.**

Cette question s'est posée au début du projet pendant la première année. Les procédures de passation des marchés de la banque n'étaient pas maîtrisées ni par l'UCP, ni par le PNUD, ni par les ministères. Cette situation a engendré beaucoup de rejets des dossiers d'appel d'offre de la part de la banque. Ce n'est que par la suite qu'elle a instruit les différents acteurs des procédures à suivre.

**4. Pour chaque aspect de la mise en œuvre du projet, indiquer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs ci-après. Présenter une évaluation succincte (deux phrases au plus) et attribuer une note d'évaluation, en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.**

ASPECTS DE MISE EN OEUVRE DU PROJET		EVALUATION	NOTE DE L'EVALUATION
RESPECT DU CALENDRIER	a) degré de respect de la date prévue de clôture.	Le calendrier initial a été dépassé de 24 mois	7,1
PERFORMANCE DE LA BANQUE	b) Conformité de la Banque aux :		
	Mesures de protection environnementale	Les mesures ont été prises pour la protection de l'environnement, par l'adoption d'un plan d'impact environnemental et social du projet	10
	Dispositions fiduciaires	Les décaissements des fonds se font normalement. Mais dans certains cas, il y a eu des retards qui ont occasionné des retards dans l'exécution de certaines activités	7
	Accords conclus dans le cadre du projet	Plusieurs accords ont été conclus avec différentes parties prenantes : les ministères concernés, les ONG, les entreprises, la mairie de Brazzaville	8
	c) La supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions.	Les compétences ont été bien combinées. Au début, les compétences de l'agence de passation des marchés ont été surestimées parce qu'elles n'ont pas été sérieusement évaluées au départ.	7
	d) La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante	Les missions de supervision de la banque ont permis de réajuster et de corriger les manques	8
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	e) L'emprunteur s'est conformé aux :		
	Mesures de protection environnementale	Un plan d'impact environnemental et social du projet a été élaboré	10
	Dispositions fiduciaires	Les décaissements ont été effectués à un rythme satisfaisant en dépit de certaines lenteurs	9
	Accords conclus dans le cadre du projet	Les accords passés avec les ministères et les autres acteurs du projet ont favorisé le partenariat	8
	f) L'emprunteur a été attentif aux conclusions et	En général, l'emprunteur a pris en compte les recommandations de la	9

	recommandations formulées de la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	Banque et les a appliquées pour faire avancer le projet	
	g) L'emprunteur a collecté et utilisé, pour les prises de décisions les données tirées du processus de suivi	Le processus de suivi s'est déroulé normalement ainsi que la production régulière des rapports d'activités. Cela a permis de prendre des décisions réalistes	9

## G. ACHEVEMENT

1. Le RAP a-t-il été fourni à temps, conformément à la Politique de la Banque?			
Date de réalisation de 98% de décaissement (ou date de cloture, si applicable)	Date RAP été envoyé a pcr@afdb.org	Ecart en mois	NOTE DE L'EVALUATION
31/12/2013	7/05/2014	4	10

**Décrire brièvement le processus RAP. Décrire la manière dont l'emprunteur et les cobailleurs ont participé à l'établissement du document. Souligner toute incohérence dans les évaluations présentées dans le présent RAP. Donner la composition de l'équipe et confirmer si une visite approfondie a été effectuée. Mentionner toute collaboration substantielle avec d'autres partenaires au développement. Indiquer dans quelle mesure le bureau de la Banque dans le pays s'est impliqué dans l'établissement du présent rapport. Indiquer si les commentaires de la revue des pairs ont été fournis à temps (indiquer les noms et les titres des pairs de revue). [150 mots au plus]**

Le RAP découle d'un processus qui a nécessité une étroite collaboration les parties prenantes (Ministères, PNUD, ONG, bénéficiaires, etc.). une riche documentation comprenant le rapport d'évaluation du projet, les rapports d'activités de l'UCP, les rapports de supervision de la Banque et d'autres documents ont permis de réaliser le rapport d'achèvement (rapports d'enquête sur les CSI, sur les bénéficiaires de microcrédit, etc.). Il importe de signaler une grande faiblesse du rapport : aucune évaluation et notation n'est prévue sur l'impact des activités sur les bénéficiaires alors que de nombreuses données existent à partir des enquêtes d'impact.. L'équipe de consultants est constitué comme suite : Jean-Christophe Boungou Bazika, économiste, chef de mission, Jean-Pierre Malonga, Expert comptable. Plusieurs visites de terrain ont été effectuées par la mission d'évaluation à Brazzaville (CSI et route pavée) à Oyo (Centre Songhaï d'Otsendé), à Pointe-Noire (CEFA), à Dolisie (centre Songhaï Louvakou), à Odziba et Ngo (CSI). Ces visites ont permis d'avoir un aperçu concret des réalisations du projet, des changements positifs apportés dans les localités d'intervention et auprès des bénéficiaires, des atouts considérables que recèlent ces réalisations, mais aussi des insuffisances qu'il importe de corriger. Le rapport d'achèvement a bénéficié de la contribution du PNUD, en tant qu'agence de passation des marchés.

## H. LECONS TIREES DE L'EVALUATION

**Résumer les principales leçons que la Banque et l'emprunteur peuvent éventuellement tirer des rendements du projet. [300 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en oeuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]**

- 1) La conception du projet est une phase cruciale qui nécessite un travail d'investigation exhaustive et une identification aussi juste que possible des localités devant couvrir le projet. Il importe dans la couverture géographique du projet de réinsertion d'inclure aussi les

localités du nord du pays en général plus défavorisées que celles du sud. Ainsi, un CEFA aurait dû être construit au Nord du fait de l'importance de cette structure dans la formation et l'emploi des jeunes

- 2) La mise en place d'un projet à caractère complexe et multisectoriel comme le PARSEGD est possible en République du Congo et peut conduire à des résultats positifs. Il importe pour cela de bien sélectionner les cadres chargés de la coordination en appliquant les principes de compétition ainsi que le Ministère de tutelle à l'image du Ministère des Affaires sociales.
- 3) Les procédures de passation des marchés étant complexes, il importe avant le démarrage du projet d'évaluer les compétences des experts, chargés de la passation des marchés que ceux-ci exercent dans un ministère ou une institution internationale, de les former afin d'éviter les flottements et erreurs pouvant retarder l'exécution des marchés. .
- 4) Les entreprises congolaises possèdent encore des faiblesses dans l'exécution des marchés. Elles ont du mal à respecter les délais et à livrer des travaux sans imperfection. C'est pourquoi, les entreprises chargées de l'exécution des marchés doivent faire l'objet d'un suivi plus intense afin de limiter les retards de livraison et les imperfections dans la construction des infrastructures.
- 5) La création du FORESGD a été opportune. Cette institution a incité les IMF à accroître les microcrédits destinés aux personnes vulnérables et ainsi à consolider les emplois. Cependant, son montage institutionnel était erroné. Le fait d'avoir constitué une société anonyme au lieu d'une agence publique autonome a contribué à mettre cette institution hors du contrôle du Ministère des affaires sociales alors que le FORSEGD était conçu comme un instrument au service de la politique de réinsertion socioéconomique du Ministère des affaires sociales. Cette expérience devra servir de leçon pour une plus grande vigilance dans le montage institutionnel et la pérennisation des réalisations du Ministère.
- 6) Réaliser des projets de grande ampleur avec un cofinancement Banque-Gouvernement est une approche positive qui a l'avantage d'orienter les financements de l'Etat dans des actions dont la gestion répond à des standards internationaux et d'améliorer la qualité et l'efficacité des investissements publics. Cette approche mérite d'être encouragée et multipliée dans l'avenir.

## I. RESUME DES NOTES OBTENUES PAR LE PROJET

CRITERES	SOUS-CRITERES	Notes de l'évaluation
RENDEMENTS DU PROJET	Réalisation des résultats	9,7
	Réalisation des rendements	6,1
	Respect du calendrier	7,1
	<b>NOTE GENERALE DES RENDEMENTS DU PROJET</b>	<b>7,6</b>
PERFORMANCE DE LA BANQUE	<b>Conception et état de préparation</b>	
	Les objectifs du projet sont pertinents pour les priorités de développement du pays	10
	Les objectifs du projet sont réalisables au regard des contributions au projet et du calendrier prévisionnel	6
	Les objectifs du projet sont conformes à la stratégie nationale ou régionale de la Banque	9
	Les objectifs du projet sont conformes aux priorités générales de la Banque	8
	Le cadre logique prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	8
	Les objectifs et les rendements, ainsi qu'ils sont présentés dans le cadre logique, sont mesurables et quantifiables	6
	Le cadre logique présente les risques et les hypothèses clés	8
	La capacité et l'engagement politique du pays sont à la hauteur de la complexité du projet	8
	La conception du projet contient une analyse satisfaisante des risques	8
	Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres processus sont fondés sur les systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires.	8
	Les responsabilités en ce qui concerne l'exécution du projet sont clairement définies	6
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	8
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont adoptés	8
	La collecte des données de référence est achevée ou en cours	9
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA CONCEPTION ET DE L'ETAT DE PREPARATION DU PROJET</b>	<b>7,8</b>
	<b>Supervision :</b>	
	Conformité de la Banque aux:	
	Mesures de protection environnementale	10
	Dispositions fiduciaires	9
	Accords conclus dans le cadre du projet	8
	La qualité de la supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions	8
La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante	9	
Le PAR a été fourni à temps	9	
<b>NOTE PARTIELLE DE LA SUPERVISION</b>	<b>8,8</b>	
<b>NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE</b>	<b>8,3</b>	
PERFORMANCES DE L'EMPRUNTEUR	<b>Conception et état de préparation</b>	
	Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies	6
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	8
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont approuvés; la collecte des données de base est achevée ou en cours	8
	<b>NOTE DE LA CONCEPTION DU PROJET ET DE SON ETAT DE PREPARATION</b>	<b>7,3</b>
	<b>Mise en œuvre</b>	
	L'emprunteur s'est conformé aux:	
	Mesures de protection environnementale	10
	Dispositions fiduciaires	9
	Accords conclus dans le cadre du projet	8
	L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	9
	L'emprunteur fonde ses décisions sur les informations tirées du suivi	9
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA MISE EN ŒUVRE</b>	<b>9</b>
<b>NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>8,15</b>	

8,15/10

## J. TRAITEMENT

ETAPE	SIGNATURE ET OBSERVATIONS	DATE
Vérifié par le Chef de division du Secteur		
Vérifié par le directeur Régional		
Approuvé par le Directeur Sectoriel		

### ANNEXE 1

La notation de l'évaluation se base sur l'échelle allant de 0 à 10 points. Lorsque le résultat n'a pas été réalisé, la note est de 0 et si les résultats obtenus sont totalement réalisés ou dépassés, soit 100% ou plus, la note est de 10 points. Si par exemple, le taux de réalisation est de 75% ou de 36% la note respectivement sera de 7,5 points et 3,6 points. S'agissant du rendement, la note a été calculée en en multipliant la note du résultat par le coefficient obtenu en rapportant le coût de la composante sur le coût total du projet tel qu'inscrit dans le cadre logique. Le total des points relatifs aux rendements est de 802 points. Cela signifie que la moyenne est de 401 points.

S'agissant de la performance de la banque et de l'emprunteur, la notation des différents éléments de performance s'est faite suivant la même logique que les résultats en se basant sur une échelle allant de 0 à 10 points.